

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Eau Potable -
Association « Rencontres Africaines » -
Convention de participation financière

<div><div><div></div></div><div>Original</div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div><div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div></div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : BC.2021.127

Date de la convocation : Le 06/07/2021
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 16 JUIL. 2021
de la réception s/Préfecture en date du 20 JUIL. 2021
Pour le Président, La Responsable de Service

Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 12 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 12 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

PROCURATIONS :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

Monsieur CESARO,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment ses articles L. 1321-1 et suivants, L. 2224-8 et L. 5211-5 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.32 en date du 1^{er} avril 2019 par laquelle la CASA s'est dotée de la compétence « Eau Potable » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toute décision en matière de subvention à accorder ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la CASA ;

CONSIDERANT que depuis le 1^{er} janvier 2020, la CASA est devenue compétente en matière d'approvisionnement en eau potable sur son territoire, en lieu et place de ses Communes membres, dont fait partie la commune d'ANTIBES. En application de l'article L. 1321-2 du C.G.C.T., la CASA s'est substituée à la Commune d'ANTIBES en qualité d'autorité délégante et de cocontractant de la société VEOLIA EAU dans l'exécution du contrat de délégation de service public précité à compter de cette date ;

CONSIDERANT que l'article 11 du contrat précité prévoit « la contribution de la Commune au développement des infrastructures d'accès à l'eau potable et à l'assainissement des collectivités locales des pays manquant de ces infrastructures », et qu'une demande de subvention à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse par la commune d'Antibes pour la participation au développement des infrastructures a été accordée.

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal de la Ville d'Antibes n°972/19 en date du 29 mars 2019 portant sur la demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse au profit de l'association « Rencontres Africaines » ;

CONSIDERANT la décision du Président n°DEC.2021.40 en date du 17 mai 2021 approuvant le transfert de la subvention n°2019 0545 de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse de la ville ;

Ainsi pour l'année 2021, c'est le projet portant sur la réalisation de 20 puits communautaires pastoraux au Burkina Faso de la région de Zouma Peulh entre Ouagadougou et Ouahigouya pour l'accès à l'eau potable mené par l'Association « Rencontres Africaines » qui a obtenu l'avis favorable de la COP (commission d'ouverture des plis) de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis qui s'est réunie le 5 juillet 2021.

L'Association met en place la réalisation de 20 puits communautaires pastoraux au Burkina Faso dans la région de Zouma Peulh entre Ouagadougou et Ouahigouya. En effet, le manque d'eau est flagrant et les puits très rares.

Le projet que la C.A.S.A. soutient permet de donner aux populations du Burkina Faso l'accès à l'eau en créant des puits pastoraux communautaires :

- Rencontres Africaines apporte les moules, le matériel de creusement, le ciment, ainsi que les salaires des puisatiers ;
- La population aide au creusement, au ramassage des pierres, du gravier du sable et de l'eau ;
- Pour certains puits, l'accès à l'eau est facilité par l'adjonction de pompes Volanta

Le montant de la subvention allouée au titre de l'exercice 2021 à l'Association s'élève à 31 000 €.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer la subvention de 31 000 € à l'association « Rencontres Africaines » pour la mise en œuvre de son projet dans les conditions prévues par la convention de participation financière ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'eau et l'assainissement à signer ladite convention, et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer la subvention de 31 000 € à l'association « Rencontres Africaines » pour la mise en œuvre de son projet dans les conditions prévues par la convention de participation financière ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'eau et l'assainissement à signer ladite convention, et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 12 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION « RENCONTRES AFRICAINES »

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Joseph CESARO Vice-Président délégué à l'eau et l'assainissement agissant au lieu et place de la C.A.S.A conformément à la délibération du Bureau Communautaire en date du 12 juillet 2021.

Ci-après désignée la C.A.S.A.,

D'une part,

L'Association Rencontres Africaines, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 7 boulevard Carnot – 06400 Cannes, représentée par sa Présidente, Madame Christine BOITIER, conformément aux statuts de l'association.

Ci-après désignée l'association « Rencontres Africaines »,

D'autre part,

EXPOSE

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment ses articles L. 1321-1 et suivants, L. 2224-8 et L. 5211-5 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.32 en date du 1^{er} avril 2019, la C.A.S.A. s'est dotée de la compétence « Eau Potable » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la C.A.S.A. ;

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. est devenue compétente en matière d'approvisionnement eau potable sur son territoire, en lieu et place de ses communes membres, dont fait partie la commune d'ANTIBES. En application de l'article L.1321-2 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée à la commune d'ANTIBES en qualité d'autorité délégante et de cocontractant de la société VEOLIA EAU dans l'exécution du contrat de délégation de service public précité à compter de cette date.

CONSIDERANT que l'article 11 du contrat précité « *prévoit la contribution de la Commune au développement des infrastructures d'accès à l'eau potable et à l'assainissement des collectivités locales des pays manquant de ces infrastructures* », qu'une demande de subvention à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse par la commune d'Antibes pour la participation au développement des infrastructures a été accordée.

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal de la ville d'Antibes n°972/19 en date du 29 mars 2019 portant sur la demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse au profit de l'association « Rencontres Africaines » ;

Vu la décision du Président n°DEC.2021.40 en date du 17 mai 2021 approuvant le transfert de la subvention n° 2019 0545 de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse de la ville d'Antibes prévu à l'article 11 du contrat précité.

Dans ces conditions, l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a établi un avenant aux décisions d'aide accordées à la commune d'Antibes, ayant pour objet le transfert de la subvention n°2019 0545 d'un montant de 31 000,00 euros à la C.A.S.A.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association met en place la réalisation de 20 puits communautaires pastoraux au Burkina Faso dans la région de Zouma Peulh entre Ouagadougou et Ouahigouya. En effet, le manque d'eau est flagrant et les puits très rares.

Le projet que la C.A.S.A. soutient permet de donner aux populations du Burkina Faso l'accès à l'eau en créant des puits pastoraux communautaires:

- Rencontres Africaines apporte les moules, le matériel de creusement, le ciment, ainsi que les salaires des puisatiers ;
- La population aide au creusement, au ramassage des pierres, du gravier du sable et de l'eau ;
- Pour certains puits, l'accès à l'eau est facilité par l'adjonction de pompes Volanta

Le contenu opérationnel de l'action est défini par l'association et détaillé dans l'article 3 de la présente.

La C.A.S.A souhaite soutenir cette association dans l'objectif de donner aux populations du Burkina Faso l'accès à l'eau en versant une subvention.

Article 2 : Durée et résiliation

La présente convention est valable pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou une partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

Article 3 : Déroulement du projet

L'association Rencontres Africaines est en charge de la mise en œuvre par le biais d'un cahier des charges mis au point avec les responsables locaux :

- Choix du site, suite à la mission de prospection en 2016 : région de Zouma Peulh entre Ouagadougou et Ouahigouya.
- Creusement limité à 20 coulées.
- Suivi des chantiers par un organisme spécialisé qui fournit également les rapports de fin de travaux.
- Prix forfaitaire d'un puits 2 100 euros.

La réalisation de ces puits se fait selon la technique AFRICA :

- Puits cimenté sans ferrailage creusement par tranche de 75 cm et coulage de béton entre terre et un moule tronc-conique.
- Une margelle de 80 cm et 3 abreuvoirs séparés sont prévus dans ce forfait (voir en annexe 1 la méthodologie de creusement d'un puits).

Article 4 : Assurance

Rencontres Africaines reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques courant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

Article 5 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant de la subvention attribuée par la C.A.S.A à l'association Rencontres Africaines est de 31 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois et sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

L'association s'engage à transmettre à la C.A.S.A les documents relatifs aux dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Article 6 : Modalités de suivi de la Convention

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan final de l'action subventionnée.

Rencontres Africaines s'engage à fournir un bilan d'ensemble de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions).

Article 7 : Obligations comptables et justificatifs à fournir

L'association communique sans délai à la C.A.S.A., la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation publique pour l'exécution de la loi de juillet 1901 relative au contrat d'association soit informe de toutes nouvelles déclarations enregistrées dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association pour une raison quelconque celle-ci doit en informer la C.A.S.A. sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Contrôle de la C.A.S.A.

Les Rencontres Africaines s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugera utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que la somme versée n'a pas été utilisée ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement de la somme.

Article 9 : Avenants

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre les objectifs généraux définis dans la présente convention.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association, la C.A.S.A. pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Article 11 : Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 12 - Litiges

Tout litige survenant à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, donnera lieu à une tentative de transaction. Dans l'éventualité où un accord ne pourrait être obtenu, les parties conviennent que l'affaire sera portée devant le Tribunal compétent.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux (2) exemplaires

Pour l'Association « Rencontres Africaines »

**Le Vice-Président délégué à L'Eau et
l'Assainissement**

Madame Christine BOITIER

Joseph CESARO

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 12/07/2021
Numéro : BC_2021_127
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association " Rencontres Africaines " - Convention de participation financière
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : YhKVmOj

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210712-BC_2021_127-DE

Acte reçu

Date : 12/07/2021
Numéro interne : BC_2021_127
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Association " Rencontres Africaines " - Convention de participation financière
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210712-BC_2021_127-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210712-BC_2021_127-DE-1-1_2.PDF

N